

Le rôle insoupçonné des Patriotes de la Mauricie dans les rébellions de 1837-1838

Jean-François Veilleux

Volume 25, Number 1, 2019

Vie sociale, loisirs et patrimoine immatériel au coeur du Québec

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/91752ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions Histoire Québec
La Fédération Histoire Québec

ISSN

1201-4710 (print)
1923-2101 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Veilleux, J.-F. (2019). Le rôle insoupçonné des Patriotes de la Mauricie dans les rébellions de 1837-1838. *Histoire Québec*, 25(1), 26–29.

Le rôle insoupçonné des Patriotes de la Mauricie dans les rébellions de 1837-1838

par Jean-François Veilleux

Originaire de Cacouna (Bas-Saint-Laurent), Jean-François Veilleux est multi-instrumentiste (batterie, chant, percussions). Diplômé au collégial en arts et lettres à Rivière-du-Loup (2003) et en musique professionnelle et chansons populaires à Drummondville (2008), il est détenteur depuis 2015 d'une maîtrise en philosophie esthétique à l'UQTR.

Auteur depuis la publication de son premier livre, intitulé Les Patriotes de 1837-38 en Mauricie et au Centre-du-Québec: l'influence des patriotes réformistes à Trois-Rivières et aux environs lors des rébellions au Bas-Canada. (Éditions du Québécois, 2015, 292 p.), il rédige aussi la chronique mensuelle d'histoire dans la Gazette de la Mauricie. Très engagé dans sa communauté étudiante et en dehors du campus, il siège aux conseils d'administration de l'AGE-UQTR, de la SSJB-Mauricie et de Patrimoine Trois-Rivières.

Professeur d'histoire du Québec à l'Université du troisième âge (UTA) à l'UQTR, où il enseigne depuis 2016 le cours « Québec: 500 ans d'histoire et de mémoire », ses recherches actuelles au doctorat en études québécoises à l'UQTR, sous la direction de Laurent Turcot, portent sur l'histoire des festivals de musique au Québec depuis la Révolution tranquille.

À l'automne 1834, dominant la scène parlementaire, le Parti patriote remporte une élection haut la main avec son programme électoral basé sur les 92 *Résolutions*, adoptées par la Chambre d'assemblée en mars précédant à 56 voix contre 24. Connu de 1804 à 1826 sous le nom de Parti canadien, dirigé par Louis-Joseph Papineau depuis 1815, ce mouvement gagne 77 sièges sur 88, soit environ 94 % des électeurs du Bas-Canada, le Québec d'alors.

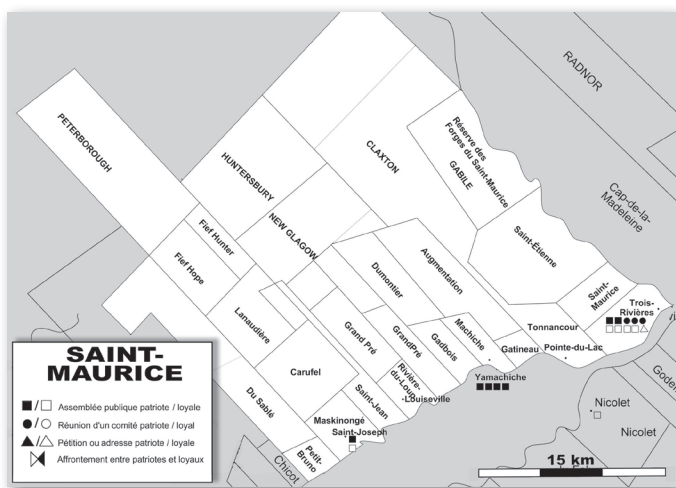
Dans le district de Trois-Rivières, qui inclut alors aussi la rive sud, les dix députés des cinq comtés régionaux (deux élus par comté) sont favorables au projet républicain des patriotes. L'un de ces comtés, celui de Saint-Maurice, sera au centre des activités patriotiques de la région. En 1837, le comté de Saint-Maurice regroupait 21 000 habitants sur la rive nord du Saint-Laurent, de Trois-Rivières jusqu'à Maskinongé. Voici un bref retour sur les événements principaux et les personnages majeurs de cette période révolutionnaire.

Une assemblée patriotique gigantesque à Yamachiche

Dès septembre 1835, une série de réunions décisives regroupant les chefs patriotes autour de Papineau ont lieu chez le docteur **René-Joseph Kimber** (1786-1843), le député patriote de Trois-Rivières, afin de dénouer l'impasse entre les radicaux de Montréal et les modérés de Québec. D'après l'historien de Pointe-du-Lac Hervé Biron (1910-1976), c'est d'ailleurs lors d'un caucus chez Kimber, qui réunit Papineau et ses lieutenants à l'été 1836, que l'on décide de créer une association de jeunes patriotes, *Les Fils de la Liberté*, afin de s'opposer au *Doric Club*, une association loyaliste paramilitaire fondée à Montréal en mars 1836.

Selon Gilles Laporte, entre 1834 et 1837, environ 25 000 personnes ont pris part à une multitude d'assemblées patriotiques au Bas-Canada dont 120 seulement en 1837. Dans la région mauricienne, des assemblées d'appui aux revendications du Parti patriote ont eu lieu notamment à Bécancour, Champlain, Maskinongé, Nicolet, Sainte-Geneviève-de-Batiscan, Trois-Rivières et Yamachiche, mais également aux limites du territoire comme à Berthier, Contrecoeur ou Deschambault. On y dénonce la collusion, la corruption des dirigeants britanniques et le rejet au printemps 1837 des 92 *Résolutions* par Lord Russell, le ministre des colonies à Londres. En conséquence, on appelle au boycottage des produits anglais et au recours à la contrebande pour éviter de financer ce gouvernement corrompu.

Parmi ces assemblées, retenons celle du 26 juillet 1837 à la place d'Armes au centre du village d'Yamachiche, rassemblant 3 000 personnes survoltées. Fort de l'appui du seigneur d'Yamachiche, le docteur Kimber choisit cet endroit comme lieu de ce rassemblement populaire, car Trois-Rivières était dominée par des intérêts loyaux au pouvoir colonial.



Carte du comté de Saint-Maurice.

Source : Gilles Laporte.



Peinture de l'assemblée d'Yamachiche par Marc Grandbois.
Source : SSJB-Mauricie.

D'après le journal *La Minerve*, c'est par une matinée splendide que se met en marche une véritable procession de plusieurs centaines de notables et de cultivateurs de la ville de Trois-Rivières en direction du village d'Yamachiche. Le défilé s'arrête chez le magistrat Dupont, près de l'hôtel de Joseph Carrier, où attend une foule immense qui scande des cris comme « Vive la Patrie ! » et « Vive notre chambre d'assemblée! ». Sur la scène, on voit un long pavillon vert, blanc et rouge représentant le « tricolore canadien » – un drapeau républicain et révolutionnaire à trois bandes – sur lequel est inscrit « L'union fait la force ».

De chaque côté, deux autres pavillons arborent l'empreinte des honorables **Louis-Joseph Papineau** (1786-1871), chef du Parti patriote, et **Denis-Benjamin Viger** (1774-1861), agent de la Chambre d'assemblée du Bas-Canada à Londres, qui étaient malheureusement retenus ailleurs ce jour-là. Toutefois, plusieurs autres patriotes de la région sont présents dont le major B. Rivard, le capitaine Pierre Fortier et l'avocat Édouard-Louis Pacaud.

Neuf résolutions sont votées par la foule pour dénoncer le gouvernement du Bas-Canada et organiser la riposte. Présidée par **François Caron** (1766-1848), un cultivateur et notable de la région qui deviendra député de Saint-Maurice, c'est la plus grande assemblée populaire de la rive nord après l'interdit de telles assemblées anticoercitives par le gouverneur Gosford le 15 juin 1837. La journée s'achève sans aucune violence. L'évènement fut immortalisé en 2014 par un artiste originaire de la Mauricie, le peintre Marc Grandbois, sur une toile commandée par la Société Saint-Jean-Baptiste de la Mauricie.

Éléments déclencheurs des rébellions de 1837-1838

Depuis 1832, plusieurs facteurs ont contribué à radicaliser les discours puis les actions du peuple et des élites patriotes : l'échec du parlementarisme et de la démocratie face à une population laissée à elle-même, la mauvaise gestion par les autorités de la crise du choléra (6 000 morts seulement en 1832), les assassinats de civils et les brutalités lors des élections, la surpopulation de quelques seigneuries autour de Montréal, l'absence d'institutions municipales ainsi que le manque de représentation des autorités en milieu rural. De plus, la crise économique et les mauvaises récoltes qui sévissaient depuis quelque temps aigrissent la population et l'indisposent à l'endroit du pouvoir britannique.

En Mauricie, au début des années 1830, le juge trifluvien **Joseph-Rémi Vallières de Saint-Réal** (1787-1847) dirigea avec le député patriote **René-Joseph Kimber** un mouvement régional pour la révision du bail des Forges du Saint-Maurice afin d'ouvrir de nouvelles terres à l'agriculture. Selon Biron, c'est autour du concessionnaire des Forges du Saint-Maurice, Matthew Bell, que se « cristallisa le ressentiment du peuple à l'égard des bureaucrates ». Bell fut d'ailleurs dénoncé par la 34^e des 92 *Résolutions* du Parti patriote pour avoir été « indûment et illégalement favorisé par l'exécutif dans le bail des Forges du Saint-Maurice ». On lui reprochait d'avoir acquis depuis 1816, pour un prix dérisoire, de grandes étendues de terre vacantes qui bloquaient toute expansion agricole vers l'intérieur du territoire.



La prison de Trois-Rivières. Source : Jean-François Veilleux.

Dès le début des hostilités, en novembre 1837, le gouvernement autorise Bell à monter une milice anti-patriote à même ses employés travaillant aux Forges. En décembre, il met sur pied deux compagnies de volontaires et nomme ses fils Bryan, enseigne et Greive, capitaine. Craignant pour la sécurité de Matthew Bell, le général John Colborne dépêche également à Trois-Rivières une centaine de soldats bien armés dès janvier 1838.

La prison de Trois-Rivières

Construit en 1815 d'après des plans de François Baillairgé, un architecte de Québec, le centre carcéral de Trois-Rivières entre officiellement en fonction en 1822 pour le rester jusqu'en 1986. Toutefois, la prison trifluvienne joua un rôle plutôt mineur mais assez significatif dans l'incarcération des patriotes révolutionnaires lors de l'insurrection.

La plupart des « prisonniers politiques » locaux, arrêtés pour avoir incité la population à se révolter contre l'autorité britannique, furent transférés à la Prison-Neuve de Montréal dite au *Pied-du-Courant*. Parmi eux, mentionnons l'avocat et député patriote de Trois-Rivières **Edward Barnard** (1806-1885), le médecin de Nicolet **Joseph-Ovide Rousseau** (1806-1873), les deux députés patriotes de Nicolet, **Jean-Baptiste Proulx** (1793-1856) et son beau-frère **Jean-Baptiste Hébert** (1779-1854). La région devient un lieu de passage. André-Augustin Papineau, le frère de Louis-Joseph et de Denis-Benjamin Papineau, sera arrêté à Kingsey, détenu à la prison de Trois-Rivières puis emprisonné à celle de Montréal le 2 février 1838. Il sera libéré sans procès lors de l'amnistie générale du 8 juillet 1838.

Les registres de la prison de Trois-Rivières sont malheureusement manquants, disparus ou simplement détruits. Outre celui de 1827, la collection complète des registres débute seulement en 1852. Il sera donc impossible pour les historiens de connaître la liste complète des patriotes qui y furent incarcérés. Cependant, quelques patriotes y ont bel et bien été séquestrés, tels que **Célestin Houde** (vers 1802/1804-1878), un cultivateur originaire de Louiseville, l'avocat **Édouard-Louis Pacaud** (1815-1889), originaire de Batiscan, **Alexis Bareil dit Lajoie** (1795-1863), natif de Maskinongé, et le jeune poète trifluvien **Joseph-Guillaume Barthe** (1816-1893). Étudiant au séminaire de Nicolet, Barthe est incarcéré du 2 janvier au 3 avril 1839 pour avoir fait paraître un poème jugé subversif intitulé *Aux exilés politiques canadiens* ! D'autres noms surgissent des archives sans plus de détails : **Thomas Fortier** et **Antoine Manseau**. Pour la plupart, ces patriotes sont en attente d'un procès collectif le 13 mars 1839 à Trois-Rivières, un procès qui n'aura finalement jamais lieu.

Enfin, deux frères trifluviens, **Pierre-Benjamin** (1817-1888) et **Amable-Honoré Badeaux** (1814-1843), furent arrêtés à Montréal dans le bureau de Louis-Hippolyte LaFontaine, accusés d'avoir assisté les rebelles à la rivière Chambly et à la Pointe-Olivier.

Un sombre bilan national

Lors des différents affrontements contre les soldats britanniques, formant alors l'une des armées les plus puissantes du monde, 158 patriotes ont été tués et 142 blessés contre 22 soldats et miliciens britanniques tués et 43 blessés. En réaction à l'insurrection au cours de ces brèves années révolutionnaires, principalement autour de Montréal (au nord en 1837, au sud en 1838), plus de 1 000 patriotes ont été emprisonnés par les autorités, la plupart pour « haute trahison ». La prison trifluvienne n'est pas étrangère à cette mascarade.

L'appui démocratique au Parti patriote a été brutalement réprimé par l'armée britannique, appuyée par des centaines de volontaires loyalistes. Même si la Mauricie était loin des escarmouches autour de Montréal, elle s'est démarquée à plusieurs niveaux. Aux élites loyales au pouvoir en place s'ajoute l'influence déterminante des représentants du clergé qui s'est rangé contre la révolte. Cela n'empêcha pas des patriotes de prendre les armes. Tout d'abord, **Philippe-Napoléon Pacaud** (1812-1884), natif de Batiscan et maillon essentiel des *Fils de la Liberté* de Saint-Hyacinthe, était présent à la bataille de Saint-Denis et de Saint-Charles où, avec ses pistolets, il força Papineau à fuir les lieux afin de lui sauver la vie. D'origine trifluvienne, **Jean-Baptiste Dufresne** (1774-1862) était très actif pendant l'épisode insurrectionnel, malgré ses 63 ans en 1837, en devenant chef patriote à Beloeil !



À l'opposé, d'autres Trifluviens ont favorisé la répression sévère du mouvement populaire, comme **Charles Richard Ogden** (1791-1866), alors procureur général du Bas-Canada, qui a autorisé la suspension de la Constitution de 1791 et proclamé la loi martiale dans le district de Montréal. Outre l'extrême violence utilisée par les forces loyalistes contre la population francophone (plusieurs villages rasés, des centaines de maisons brûlées, saccages d'églises, viols, vols de bestiaux et de biens), ces épisodes tragiques se solderont par la tenue de quatorze procès en cour martiale à Montréal, entre le 6 décembre 1838 et le 1^{er} mai 1839. Ce tribunal militaire, composé d'officiers britanniques, acquitte 9 patriotes, en libère 27 sous caution, mais en condamne 99 à mort. De ceux-ci, douze seront pendus à Montréal, dont le député Joseph-Narcisse Cardinal, les autres seront forcés à l'exil.

En 1842, le jeune **Antoine Gérin-Lajoie** (1824-1882), étudiant au séminaire de Nicolet et originaire d'Yamachiche, est touché par le sort des patriotes exilés de leur pays lorsqu'ils passent devant lui par bateau sur le fleuve Saint-Laurent. Afin d'honorer les nombreux révolutionnaires en exil, il compose sa chanson patriotique « Un Canadien errant ». Utilisée par les familles des patriotes exilés pour réclamer leur retour, qui obtiendront gain de cause en 1845, cette chanson deviendra rapidement un hymne extrêmement populaire chanté partout en Amérique où il y a des Canadiens français opprimés. Les paroles de ce chant trouvèrent aussi écho chez les descendants des Acadiens déportés entre 1755 et 1762.

En conclusion

Les combats que ces réformistes ont menés il y a 180 ans sont très révélateurs et toujours d'actualité : la lutte pour la démocratie et des institutions plus représentatives de la volonté générale, la responsabilité ministérielle, la justice sociale, la séparation de l'Église et de l'État, le républicanisme, soit l'égalité de tous les citoyens devant la loi, la liberté de presse, la liberté de penser et de se rassembler, la souveraineté populaire ainsi que l'achat local.

Considérant que les « Rébellions de 1837-1838 » sont, à bien des égards, notre Révolution française, la tentative d'établir une première république québécoise laïque et indépendante, il est fondamental de s'intéresser à notre passé, et surtout à cette période fondatrice de nos institutions démocratiques et de l'époque contemporaine. En mobilisant le peuple dans d'immenses assemblées, en créant sa propre monnaie par l'entremise de la Banque du peuple, en élisant ses juges de manière populaire, bref en défiant les autorités en place afin d'affirmer et de défendre les droits des francophones, les Patriotes sont devenus nos héros.

« Tant qu'elle n'a pas réussi, une rébellion est de la trahison; quand elle réussit, elle devient l'indépendance. »
George Cornwall Lewis (1806-1863), ministre de la guerre en Angleterre.

AUDET, Francis-Joseph. « Les députés des Trois-Rivières (1808-1838) », Éditions du Bien public, Trois-Rivières, 1934.

BIRON, Hervé. *Les troubles de 1837-38 dans la région des Trois-Rivières*, mars 1937, 92 p.

COLLECTIF. « L'incendie du parlement à Montréal : un événement occulté », *Bulletin d'histoire politique*, automne 2013, vol. 22, n° 1, VLB Éditeur, 282 p.

DAVID, Laurent-Olivier. *Les Patriotes de 1837-1838*, Montréal, Librairie Beauchemin Limitée, (Eusèbe Senécal et fils, imprimeurs-éditeurs), 1884, 297 p.

FALARDEAU, Jean-Charles. Biographie d'Antoine Gérin-Lajoie dans le *Dictionnaire biographique du Canada* (Vol. XI) [En ligne] : www.biographi.ca/fr/bio/gerin_lajoie_antoine_11F.html

FILTEAU, Gérard. *Histoire des patriotes*, Québec, réédité par les Éditions du Septentrion, introduction de Gilles Laporte, 2003, 664 p.

GREER, Allan. *Habitants et Patriotes. La Rébellion de 1837 dans les campagnes du Bas-Canada*. [1993], Montréal, Éditions Boréal, traduit par Christiane Teasdale, 1997, 386 p.

HARE, John. *Les Patriotes 1830-1839*, textes présentés et compilés par les Éditions Libération, Ottawa, 1971, 233 p.

HOUDE, Réal. *L'improbable victoire des Patriotes en 1837. Clans familiaux, alliances politiques et pouvoir « féodal » entre 1830 et 1837 dans la vallée du Richelieu*. Lévis, Éditions de la Francophonie, 2012, 206 p.

LAMBERT, Pierre. *Les Patriotes de Beloeil*. Québec, cahiers du Septentrion, 1994, 190 p.

LAPORTE, Gilles. *Brève histoire des patriotes*. Québec, Septentrion, 2015, 366 p.

LEMIRE, Jonathan. *Portraits de Patriotes, 1837-1838 : œuvres de Jean-Joseph Girouard*. Montréal, VLB Éditeur, 2012, 264 p.

MONIÈRE, Denis. *Ludger Duvernay et la révolution intellectuelle au Bas-Canada*. Montréal, Éditions Québec/Amérique, 1987, 231 p.

SENIOR, Elinor Kyte. *Les habits rouges et les patriotes*. Montréal, VLB Éditeur, coll. « Études québécoises », Robert Comeau (dir.), 1997, 313 p.

VEILLEUX, Jean-François. *Les Patriotes de 1837-38 en Mauricie et au Centre-du-Québec*. Drummondville, Éditions du Québécois, 2015, 292 p.